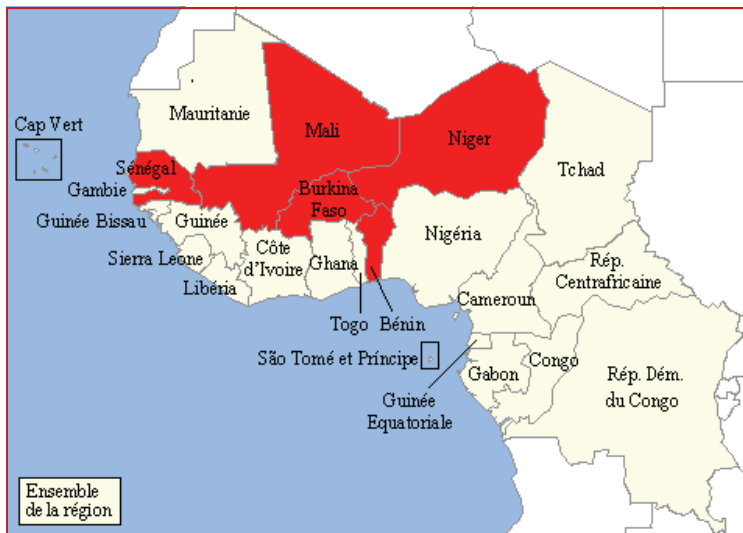


# Soutenir les acteurs de l'éducation



## REPÈRES - PROGRAMME

### Programme de développement des réseaux pour l'éducation en Afrique de l'ouest (PRODERE-AO)

- ▶ **2005** : lancement du programme
- ▶ **Objectif principal** : appuyer la mise en réseau des acteurs des sociétés civiles ouest-africaines et françaises de l'éducation pour qu'elles soient force de proposition face aux pouvoirs publics.
- ▶ **Bénéficiaires directs** : acteurs et militants de la société civile africaine et française issus du secteur de l'éducation
- ▶ **Bénéficiaires indirects** : enfants, adolescents, jeunes, éducateurs, formateurs, animateurs, enseignants, parents d'élèves.
- ▶ **Coordination** : programme coordonné par Solidarité Laïque impliquant 150 organisations de la société civile des six pays. Quatorze organisations membres de Solidarité Laïque y participent (voir au verso).
- ▶ **Financement** : programme co-financé par l'Agence Française de Développement et soutenu par le ministère des Affaires étrangères.

#### QUI CONTACTER ?

Responsable du programme : Louise Saby  
Tél : 01 45 35 35 13 13 - E-mail :  
lsaby@solidarite-laique.asso.fr

## LE CONTEXTE

Malgré des évolutions positives ces dernières années, les gouvernements des cinq pays du programme n'atteindront pas, d'ici 2015, l'objectif global fixé lors du Forum mondial de Dakar en 2000 : une éducation de qualité pour toutes et tous.

Les acteurs de la société civile du champ éducatif, dans leur diversité (associations, mutuelles, syndicats...), ont progressivement investis les espaces d'expression leur permettant d'influer sur les politiques publiques de l'éducation... Mais ces organisations restent encore très dispersées et peu structurées.

## LE PROGRAMME

Le programme de développement des réseaux pour l'éducation en Afrique de l'ouest est un programme collectif.

Il appuie les acteurs non gouvernementaux de l'éducation du Bénin, du Burkina Faso, du Mali, du Niger et du Sénégal pour qu'ils puissent intervenir activement dans le débat public et contribuer, grâce à leur expérience, à l'élaboration des politiques éducatives nationales et régionales.

## LES OBJECTIFS SPÉCIFIQUES DU PROGRAMME

- ▶ **Contribuer à l'amélioration du système éducatif** au Bénin, au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Sénégal, afin de participer à la réalisation des objectifs du Forum Mondial Education Pour Tous de Dakar
- ▶ **Renforcer l'autonomie et les capacités d'intervention** collective et individuelle des organisations de la société civile actives en éducation
- ▶ **Renforcer la place des organisations de la société civile** du sud dans l'élaboration et le suivi des politiques publiques d'éducation

## FAIRE UN DON\* POUR CE PROGRAMME

\* Déductible des impôts

- ▶ **par courrier** : adressez votre chèque (à l'ordre de Solidarité Laïque) à Solidarité Laïque - 22, rue Corvisart - 75013 Paris
- ▶ **en ligne** (paiement sécurisé) : [www.solidarite-laique.asso.fr](http://www.solidarite-laique.asso.fr)

## LES ACTIVITÉS DU PROGRAMME

Le programme soutient la mise en place d'un cadre de travail original où la concertation multi-acteurs sous-tend l'ensemble des actions qui y sont menées.

### ▶ QUATRE THÉMATIQUES D'INTERVENTION POUR AMÉLIORER LES SYSTÈMES ÉDUCATIFS

Pour améliorer les systèmes éducatifs dans les cinq pays et renforcer leur légitimité auprès des pouvoirs publics, les acteurs du programme sont organisés en groupes thématiques qui fonctionnent au niveau national et transnational : éducation non formelle, petite enfance, éducation de base et handicap.

A partir d'un cadre de travail commun, ils échangent sur leurs pratiques, mettent en place des expérimentations « terrain », des actions de plaidoyer. Elles sont ensuite portées auprès des pouvoirs publics (à l'échelle locale, nationale...) pour montrer que les acteurs de la société civile sont parties prenantes dans la réalisation de l'éducation pour tous et qu'ils ont un rôle majeur à jouer.

#### Les groupes thématiques et leur cadre d'action :

##### Éducation non formelle

→ promouvoir l'engagement des jeunes et le faire reconnaître comme contribution à l'éducation non formelle

##### Petite enfance

→ permettre une meilleure qualité de la prise en charge des 0-6 ans

##### Éducation de base

→ lutter contre les déperditions scolaires, les violences faites aux filles et l'échec en lecture

##### Handicap

→ travailler pour une meilleure intégration des enfants en situation de handicap à l'école et dans les centres de loisirs

#### Initiative du groupe « Petite enfance » - Sénégal Du matériel pédagogique pour accueillir les plus-petits



L'Association des Femmes d'action pour l'appui au développement gère un centre communautaire à Yembeul, dans une banlieue très défavorisée de Dakar. Des « mères-éducatrices » bénévoles y accueillent une vingtaine d'enfants âgés de 3 à 6 ans.

En manque de matériel pédagogique adapté et sécurisé, elles ont participé à un atelier-échange organisé par l'équipe « Petite enfance » du comité sénégalais.

A partir de matériaux de récupération facilement disponibles (chaussure, tissu, papier...), elles ont appris à fabriquer des instruments de musique, des formes géométriques, des damiers, des plots pour la pratique de la motricité...

Plus de six mois après, cette expérience a fait ses preuves : les enfants apprennent mieux et plus vite. Le groupe « Petite enfance » présentera cette initiative aux autorités locales puis départementales et réalisera un guide méthodologique pour la démultiplier.

### ▶ LE SOUTIEN À DES INITIATIVES LOCALES

Grâce au Fonds d'Appui aux Initiatives Locales (FAIL), les comités nationaux des cinq pays co-financent des micro-projets socio-éducatifs mis en œuvre et gérés par les organisations locales.

Ces initiatives innovantes sont menées au plus proche des besoins par des animateurs, des éducateurs socio-éducatifs, des directeurs d'écoles, des maires de communes, des enseignants, des responsables d'associations locales. Elles répondent à la dynamique de recherche-action menée par les groupes thématiques.

En 2011, 37 projets ont été développés.

## LES ACTEURS DU PROGRAMME

### Des comités nationaux mobilisant 150 acteurs

Associations de développement local, de formation et d'animation, de parents d'élèves, d'éducation populaire, syndicats

Bénin



Burkina Faso



Mali



Niger



Sénégal



Solidarité Laïque

52 organisations membres dont 14 organisations impliquées :

APAJH, CEMEA, Eclaireuses et Eclaireurs de France, Entraide Universitaire, FCPE, les Francas, la Fédération Léo Lagrange, le GREF, ICEM, Mission Laïque Française, la Ligue de l'enseignement, le Sgen-CFDT, le SNUipp-FSU, UNSA Education

Programme co-financé par :



soutenu par :

